

Serge Mahé, militant ouvrier, anarchiste et anarcho-syndicaliste:

Nous avons appris avec émotion le décès de Serge, survenu le 6 novembre, à l'âge de 81 ans.

Nous témoignons de notre profonde sympathie à sa famille et à ses proches.

Au-delà de ce premier hommage, l'UAS lui consacra, ultérieurement, un numéro spécial de «L'Anarcho-syndicaliste» à partir de ses écrits et de ses engagements dans la construction du mouvement ouvrier indépendant.

L'UAS ÉCRIT À L'EIT: COURRIER DU 14 NOVEMBRE 2012

Christophe Bitaud
Directeur de «L'anarcho-syndicaliste»

à: Entente internationale des travailleurs et des Peuples,

Chers camarades,

La lutte des classes, en France, en Europe et dans le monde, prend une ampleur certaine. Le capitalisme financier et mondialisé est en crise, victime de ses propres contradictions, il risque d'entraîner les peuples dans sa chute. Les tenants du système, la troïka (à laquelle il convient d'ajouter la Banque mondiale, la CES et la CSI), les différents gouvernements mais également certains bureaucrates syndicaux et politiques s'efforcent d'imposer partout leur politique de rigueur, de destruction des services publics, des acquis sociaux de la classe ouvrière (retraite, sécurité sociale, paritarisme...).

Face à cette situation, la classe ouvrière se révolte un peu partout dans le monde. Les grèves générales se succèdent en Grèce, en Espagne et au Portugal, revêtant parfois un caractère insurrectionnel lorsque les manifestants assiègent les parlements nationaux, l'Italie a été le théâtre de dizaines de grèves et d'occupations d'usine, en Afrique du Sud, les grèves de mineurs se succèdent...

Au regard de cette actualité de la lutte des classes à l'échelle internationale, l'UAS considère que la convocation par l'EIT d'une conférence mondiale ouverte s'impose de toute urgence. Une telle initiative permettrait peut-être de clarifier une situation que d'aucuns préfèrent confuse.

Dans l'attente d'une réponse que nous souhaitons positive, meilleures salutations internationalistes.

Pour l'UAS, Christophe Bitaud

DELENDIA SCHOLA...

Le ministre de l'éducation nationale, Vincent Peillon, n'a pas tardé à s'inscrire dans les pas de ses prédécesseurs en apportant sa contribution aux tentatives de destruction du statut des enseignants et donc, de l'école publique.

Le prétexte est bien sûr l'intérêt des élèves, la corde est quelque peu usée mais avec l'aide des plumitifs aux ordres et des groupes de pression, ça peut encore servir... Les rythmes scolaires sont le cheval de Troie qui, sous couvert de «refondation», vont permettre à Peillon d'avancer vers la régionalisation/privatisation de l'école de la République.

Le terme de refondation n'est pas neutre, et notre ministre ayant soutenu une thèse de doctorat de philosophie sur Merlau-Ponty, spécialiste du langage, n'ignore pas la portée symbolique des mots. Ce qui laisse supposer qu'il connaît la définition du verbe «refonder» proposé par Littré dans son dictionnaire: «Fonder de nouveau. Carthage détruite, puis refondée par les Romains». Ainsi, à l'instar de Carthage («*Delenda Carthago*»), il faudrait détruire l'école républicaine (*Delenda schola*) pour la refonder sur de nouvelles bases. Lesquelles?

Quels sont les principaux points de la «refondation de l'école» à la sauce Hollande/Ayrault/ Peillon?

L'allongement du travail au mercredi semble acté. Les lecteurs des «*news*», «*Nouvel obs*», «*Le point*», «*L'express*» et consorts, considéreront que ce n'est là que justice et qu'il est temps de faire bosser ces feignants d'enseignants toujours en vacances quand ce n'est pas en grève. Il est tout à fait dans l'ordre des choses que les néo-poujadistes et autres démagogues déversent leur fiel sur les enseignants. Il devrait également être dans l'ordre des choses que les syndicats défendent les conditions de travail des travailleurs et, partant de là, luttent pour la diminution du temps de travail et l'augmentation des salaires.

Le pouvoir d'achat des enseignants, comme celui de tous les fonctionnaires, diminue continuellement car la valeur du pont d'indice est bloquée tandis que les retenues pour pension augmentent dans le même temps. Si la «refondation de l'école» voyait le jour, les instituteurs devraient travailler un jour supplémentaire, le mercredi. Les frais de transport et de garde d'enfant occasionnés par cette journée supplémentaire pourraient atteindre 200 à 300 euros mensuels.

Mais le problème essentiel est ailleurs. Il s'agit de la remise en cause de la séparation entre le temps scolaire et le temps périscolaire.

Le gouvernement entend institutionnaliser une 24ème heure d'enseignement selon les besoins du Projet Educatif Local. Les textes officiels prévoient que ces Projets Educatifs Locaux, qui existent déjà mais qui deviendraient à l'avenir obligatoires, peuvent être financés par l'Education nationale, les collectivités territoriales et... les fonds d'entreprises! Qui ne voit pas que le danger de municipalisation puis de privatisation de l'école est imminent? Qui pourrait nier qu'avec la «refondation de l'école» l'égalité républicaine, le principe d'un enseignement de qualité, le même pour tous les élèves en France, voire la laïcité, seraient sérieusement menacés?

La majorité des enseignants s'oppose, avec les syndicats de la FNEC-FP-FO, à cette remise en cause du statut des enseignants et à la destruction de l'école publique. Pour autant, nous sommes dans ce domaine confrontés comme dans d'autres secteurs à la volonté d'accompagnement des certaines organisations syndicales subsidiaires.

Le SGEN-CFDT, le SE-UNSA et le SNUIPP-FSU ont demandé au ministre d'organiser une «*table ronde avec les représentants des collectivités, des familles et des enseignants*», notamment pour «*revoir la définition et l'organisation des obligations de services des professeurs des écoles*». Le SNUDI-FO (syndicat des instituteurs, professeurs des écoles et directeurs d'école) participera à toutes les réunions pour porter les revendications des personnels, pour autant il refuse qu'une telle table ronde serve à «*revoir la définition et l'organisation des obligations de services des professeurs des écoles*» dans le sens d'une plus grande annualisation et d'une mise sous tutelle aggravée des obligations de services

des PE (professeurs d'école) par les collectivités et le Projet Educatif Local.

En maintenant ce projet, le ministre prendrait la responsabilité d'une fracture et d'un conflit avec les personnels. Il doit renoncer à son projet et ouvrir des négociations sur les revendications des enseignants.

La défense de l'école publique, gratuite et laïque est l'affaire, non seulement des enseignants, mais également du mouvement ouvrier et même au-delà, de tous les démocrates. Mobilisons-nous pour défendre notre école républicaine, cette nouvelle Carthage que les tenants d'un nouvel empire romain voudraient voire détruite.

Christophe BITAUD.

LA RÉSISTANCE AUX BARBARES...

Le 4/11/2012, le journal clérical *Ouest-France* a publié un article intitulé «*Le modèle Slovène malmené par la cure d'austérité*» sous la signature de Jean-Arnaud Dérens qui nous rappelle que la Slovénie a rejoint l'Union européenne en 2004 et que les slovènes, à leur tour ont été rattrapés par la crise:

«Pourtant - s'étonne le journaliste - les indicateurs économiques de la Slovénie restent sains, loin du catastrophisme affiché par le gouvernement: déficit contenu sous la barre des 60%, chômage cantonné à 10% de la population active».

Autrement dit, la Slovénie n'est pas seulement bonne élève de l'UE mais, de plus, elle dépasse largement les critères imposés par les traités.

Mais la véritable raison pour laquelle l'UE impose au gouvernement de la République Slovène le plan d'austérité c'est le démantèlement de la gratuité de la santé et de l'éducation dans le pays, comme l'explique l'auteur:

«La crise sert de prétexte à une remise en cause de notre modèle social», peste le journaliste Stefano Lusa, issu de la minorité italienne du pays. *De fait, la Slovénie dispose toujours de l'un des meilleurs systèmes de santé du monde, l'éducation est entièrement gratuite jusqu'au troisième cycle universitaire. C'est ce «modèle Slovène» que la crise est en train de remettre en cause».*

Dans le cadre de la globalisation, l'offensive générale menée contre les acquis de la classe ouvrière prend un aspect particulier par la mise en cause de la protection sociale et de la gratuité de l'instruction publique. N'est-ce pas là la cause de la guerre contre l'affreux dictateur Kadhafi, abominable terroriste....reçu par le président de la République Sarkozy, en décembre 2007, alors que les dictateurs saoudiens et ceux qui ont hébergé Ben Laden au Pakistan - et bien d'autres en Afrique et ailleurs - continuent de bénéficier des faveurs des démocraties autoproclamées? Est-ce Cuba la prochaine dictature à abattre?

Tous ces acquis arrachés par de hautes luttes séculaires sont mis en cause brutalement et globalement par cette gouvernance qui s'affirme de plus en plus totalitaire. Les Etats, instruments de cette volonté d'anéantir, pas seulement les acquis, mais la démocratie tout court, sont de plus en plus acculés à intervenir à visage découvert. Tout cela au nom d'une théologie libérale selon laquelle l'économie capitaliste est régie seulement par «les lois des marchés». Et c'est au nom de ces lois, qu'ils ne suppriment que certains dictateurs pour relancer les «lois des marchés», ce qu'on appelait il n'y a encore pas si longtemps, la barbarie.

L'expression concrète de cette gouvernance barbare est parfaitement mise en évidence par la répression sanglante du gouvernement de l'Afrique du Sud contre les mineurs qui se battent pour l'amélioration de leurs conditions de travail et de leurs salaires.

Neue europa, quant à elle, privilégie certaines régulations économiques et sociales imposées par

cette globalisation en s'efforçant de les appliquer dans le cadre général de sa théologie de «la personne humaine» et de «la communauté».

Mais cette gymnastique se heurte souvent aux réalités imposées par la globalisation. Par exemples:

- François Hollande, contrairement à ses promesses électorales, et l'Etat français ont dû prendre directement en charge les «revendications» du CAC 40, donc de la dictature de la Bourse.

- En France, en ce qui concerne la Sécurité sociale, c'est une nouvelle étape de privatisation et d'organisation du «marché de soins» avec les «mutuelles» (...feu le mutualisme!) qui s'annonce. Si jamais le projet de loi «visant à permettre aux mutuelles de mettre en place des réseaux de soins» est adopté par l'Assemblée nationale, ce sera la porte largement ouverte à la privatisation par le biais des mutuelles préparées à ce dessein par la politique des gouvernements successifs de François Mitterrand.

A propos du «modèle suédois», la réforme dite structurelle de 2005 n'est pas autre chose que la privatisation accompagnée par la régionalisation à la place de l'office national de la sécurité sociale qui existait auparavant. Il est bien entendu que les 25 régions ont des statuts juridiques différents. Là tout est prêt pour l'Europe des régions chère à la troïka: monsieur Jacques Delors, sa fille et son fils spirituel, François Hollande qui, eux combattent pour un empire européen basé sur «la personne humaine» et «le communautarisme».

A la lumière de ce qui se passe en Grèce, au Portugal et en Espagne, on comprend mieux les «difficultés» de l'UE à «réguler». Et là aussi la mise en cause du «modèle Slovène» prend toute sa signification. Aujourd'hui, la politique de «la personne humaine» passe par des manifestations impulsées par la propagande gouvernementale sur des sujets de société pour essayer d'éviter l'affrontement inéluctable que la lutte de classes ne manquera pas de provoquer en faisant irruption, un moment donné, dans la rue, révolte salutaire contre ceux qui nous volent nos acquis et menacent y compris notre intégrité physique.

Défendre la sécurité sociale, les retraites et la protection sociale en général, est le devoir de tous les militants tant syndicalistes que démocrates.

Bertrand KANBAN.

LE COMMUNIQUÉ DE SOUTIEN DES HUIT UNIONS DÉPARTEMENTALES FORCE OUVRIÈRE, DU 29 OCTOBRE 2012 (CI-DESSOUS) CONTRE LA POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ ORGANISÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE REPRÉSENTE LA VOIE À SUIVRE DANS LE COMBAT CONTRE CETTE POLITIQUE, EN TOUTE INDÉPENDANCE DES PARTIS POLITIQUES, DES ÉGLISES ET DES ETATS, CE QUI IMPLIQUE NÉCESSAIREMENT DE QUITTER LA CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS.

Les UD FO des Côtes d'Armor, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, de Loire-Atlantique, du Maine et Loire, de la Mayenne et de la Sarthe, réunies le lundi 29 octobre apportent leur soutien aux salariés grecs, portugais et espagnols et à leurs syndicats en grève et en manifestation le mercredi 14 novembre pour s'opposer aux politiques d'austérité et au rôle économique et socialement destructeur de la Troïka (UE, FMI, BCE) ainsi que de l'OCDE et l'OMC.

Considérant que les mêmes causes produisent les mêmes effets, Force Ouvrière alerte tous les salariés: la politique de rigueur ne peut déboucher que sur une diminution du pouvoir d'achat, donc plus de chômage et plus de misère.

C'est pourquoi FO affirme que le soutien aux travailleurs grecs, espagnols et portugais commence par l'affirmation de nos propres revendications et qu'il est donc indispensable:

- de remettre en cause les traités européens, donc l'abrogation des traités de Maastricht, Lisbonne, du MES et du TSCG,
- de préserver et d'améliorer les services publics donc d'arrêter immédiatement la RGPP,
- de préserver nos systèmes et régimes de protection sociale donc de cesser les exonérations de cotisations sociales et d'obtenir partout la retraite à 60 ans à taux plein,
- de relancer la croissance, donc augmenter immédiatement les salaires, les pensions et les allocations.

Les UD FO des Côtes d'Armor, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine, du Morbihan, de Loire-Atlantique, du Maine et Loire, de la Mayenne et de la Sarthe se félicitent que la Confédération CGT-FO s'exprime pleinement solidaire des camarades espagnols, grecs et portugais et qu'une délégation soit présente le 14 novembre auprès des camarades espagnols.

Elles envoient ce communiqué par télégramme aux organisations syndicales grecques, espagnoles et portugaises.

Yannis Panagopoulos
Président GSEE
Odos 28 Octovriou 69
GR-104 ATHENS
GRECE
info@gftsee.fr

Confederación sindical de
CCOO
Calle Fernandez de la Hoz, 12
28010 MADRID
Espagne
ccoo@ccoo.es

CGTP-IN
1 rue Victor Cordon
LISBONNE 249-102
Portugal
cgtp@cgtp.pt

Union General de Trabajadores
Calle hortaleza, 88
28004 MADRID
Espagne
ugt@madrid.ugt.org

N.B.: Ce communiqué est rédigé en français, grec, castillan et portugais. Seule la version française est ici reproduite. (Note A.M.).

PLUS D'UN SIÈCLE APRÈS....

Dans le manifeste qu'il lance le 1er mai 1896, au nom des 41 Bourses du Travail fédérées, Fernand Pelloutier déclare, notamment, au sujet des aspirations des travailleurs pour la satisfaction de leurs besoins:

«Dans ce but, et sachant que la virilité de l'homme se proportionne à la somme de son bien-être, elles s'associent à toutes les revendications susceptibles, - en améliorant, si peu que ce soit, la condition immédiate du prolétariat, - de le libérer des soucis démoralisants du pain quotidien et d'augmenter, par suite, sa part contributive à l'œuvre commune d'émancipation».

Et pour l'en empêcher, la classe dominante répondra par des guerres d'une barbarie inouïe et, «modernisme» oblige, par la propagande d'Etat avec ses laquais, experts, économistes...

NEU EUROPA = L'HOMME NOUVEAU...

«Le nationalisme est une idéologie du passé. Notre objectif est celui d'une Europe fédérale et postnationale, une Europe des citoyens. C'était le rêve que les pères fondateurs s'attachèrent à réaliser. C'était le projet d'Altiero Spinelli. C'est l'Europe que nous choisissons. Parce que c'est l'Europe de demain».

Ainsi se conclut le «Manifeste» du Groupe Spinelli (du nom de Altiero Spinelli (1907-1986), l'un des «pères fondateurs» de l'Union européenne

LE BUDGET EUROPÉEN, L'UN DES PRÉTEXTES À UNE EUROPE SUPRANATIONALE ET TOTALITAIRE....

A la une du quotidien Ouest-France du 22/11/2012, Laurent Marchand tire la sonnette d'alarme sur «La question budgétaire de l'Europe». Il reprend à son compte la déclaration d'Alain Lamassoure:

«Sur le budget, l'Europe travaille mal. L'Europe n'a pas d'impôt, elle mendie la charité de ses membres» et ajoute son propre commentaire: *«Sans ressources propres, l'Union européenne dépend des accords conclus par ses Etats membres. Au prix d'une logique perverse».*

En ce sens, a été créé en septembre 2010, le Groupe Spinelli au Parlement européen, qui associe des députés européens (Sylvie Goulard, Daniel Cohn-Bendit...), des universitaires et autres personnalités, parmi lesquelles Jacques Delors, pour accélérer l'intégration européenne et promouvoir une Europe fédérale en opposition à l'inter-gouvernementalisme et aux Etats nationaux.

Et Mario Monti n'a pas manqué d'apporter aussitôt son soutien à cette initiative.

Tout ce petit monde bien inspiré par le Vatican prépare l'Europe fédérale avec à sa tête un président élu au suffrage universel. C'est comme ça que les impôts, chers à l'éditorialiste, vont être amputés de «la charité de ses membres».

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»

19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 n°: 30 euros

Abonnement de soutien: 40 euros

Verser à : ASSOCIATION DES GROUPES FERNAND PELLOUTIER

CCP : 9998 28B Nantes; 19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé

Imprimerie spéciale de *L'Anarcho-Syndicaliste*

Fondateur de publication : Alexandre HEBERT

Directeur : Christophe BITAUD
